

---

Deuxième session, trente et unième Législature

---

---

Second Session, Thirty-First Legislature

---

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

**Projet de loi no 230**

(PRIVÉ)

Loi modifiant la charte de la Ville  
de Charlesbourg

**Bill No. 230**

(PRIVATE)

An Act to amend the charter of the  
city of Charlesbourg

---

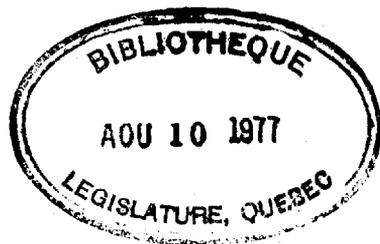
Première lecture

---

---

First reading

---



M. BERTRAND

---

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC  
CHARLES-HENRI DUBÉ  
QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER

1977

## Projet de loi no 230

(PRIVÉ)

Loi modifiant la charte de la Ville  
de Charlesbourg

ATTENDU qu'il est dans l'intérêt de la Ville de Charlesbourg et nécessaire, pour la bonne administration de ses affaires, que sa charte, le chapitre 91 des lois de 1975, soit modifiée;

À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

**1.** La présente loi peut être citée sous le titre «Loi ~~amendant~~ modifiant la charte de la Ville de Charlesbourg».

«**2.** L'article 26 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la Ville de Charlesbourg, par l'addition, à la fin, du paragraphe suivant:

«**3.** Le conseil peut pourvoir lui-même ou par l'intermédiaire d'une corporation sans but lucratif à l'acquisition de gré à gré des immeubles situés sur le territoire de la Corporation municipale de Lac St-Charles qui sont décrits à l'annexe 1 du chapitre (*insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi no 230*) des lois de 1977, aux fins d'organiser et d'exploiter des centres de loisirs et des lieux publics de sport et de récréation.»

## Bill No. 230

(PRIVATE)

An Act to amend the charter of the  
city of Charlesbourg

WHEREAS it is in the interest of the city of Charlesbourg and necessary, for the proper administration of its affairs that its charter, chapter 91 of the statutes of 1975, be amended;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

**1.** This act may be cited as "An Act to amend the charter of the city of Charlesbourg".

**2.** Section 26 of the Cities and Town Act is amended for the city of Charlesbourg by adding at the end, the following subsection:

"(3) The council may, itself or through a non-profit corporation, provide for the acquisition by agreement of immovables situated in the territory of the municipal corporation of Lac St Charles described in Schedule 1 to chapter (*insert here the chapter number of Bill No. 230*) of the statutes of 1977, for the purposes of organizing and operating recreation centres and public places for sports and amusements."

**3.** L'article 46 de ladite loi est remplacé pour la ville par les suivants:

«**46.** La ville est représentée et ses affaires sont administrées:

*a)* par un conseil composé du maire et de dix conseillers;

*b)* par un comité exécutif composé du maire comme président et de trois conseillers.

«**46a.** Le conseil a autorité pour:

*a)* adopter les budgets soumis par le comité exécutif et voter les crédits nécessaires à l'administration de la ville, avec droit de les modifier dans les délais impartis;

*b)* consentir les contrats de la ville dans les cas où le comité exécutif ne peut le faire;

*c)* adopter les règlements décrétant les travaux considérés comme dépenses capitales et autoriser les emprunts ou imposer les taxes pour les payer ou ordonner qu'ils soient payés à même les fonds généraux non encore affectés;

*d)* adopter les règlements de la ville concernant toute matière qu'elle a droit de réglementer;

*e)* créer par règlement les différents services de la ville et établir le champ de leurs activités;

*f)* se prononcer sur tout rapport que le comité exécutif lui soumet;

*g)* demander au comité exécutif des rapports sur toute matière concernant l'administration de la ville;

*h)* approuver le plan de classification des fonctions, les échelles de salaires s'y rapportant et leurs allocations, sur rapport du comité exécutif;

*i)* adopter tous règlements n'ayant aucune incidence monétaire sans qu'il soit nécessaire que ces règlements viennent du comité exécutif.»

**3.** Section 46 of the said act is replaced for the city by the following:

“**46.** The city shall be represented and its affairs administered:

*(a)* by a council composed of the mayor and ten councillors;

*(b)* by an executive committee composed of the mayor, as chairman, and three councillors.

“**46a.** The council may

*(a)* adopt the budgets and vote the appropriations necessary for the administration of the city, submitted by the executive committee, and amend them within the given delays;

*(b)* award contracts of the city in cases where the executive committee cannot do so;

*(c)* pass by-laws ordering works considered capital expenditures and authorize loans or impose taxes to pay for them or order them paid out of the unallotted general funds;

*(d)* pass the by-laws of the city on any matter the city may regulate;

*(e)* create by by-law the different departments of the city and determine the scope of their activities;

*(f)* give its opinion on any report submitted to it by the executive committee;

*(g)* request reports from the executive committee on any matter respecting the administration of the city

*(h)* approve the position-classification plan and the scales of related wage and allowances upon report of the executive committee;

*(i)* pass all by-laws having no monetary incidence without its being necessary that such by-laws come from the executive committee.”

**4.** Ladite loi est modifiée, pour la ville, par l'addition, après l'article 51 des suivants:

«**51a.** À la première séance qui suit une élection générale et que préside le greffier, le conseil élit un de ses membres pour exercer la présidence aux séances du conseil.

Pour l'élection du président, le maire a un vote prépondérant en cas d'égalité des voix.

Immédiatement après le choix du président du conseil, le maire a le droit de nommer les trois conseillers qui font partie du comité exécutif. S'il n'exerce pas ce droit, cette nomination se fait par vote, chaque conseiller devant, sous peine de nullité de son bulletin, voter pour trois conseillers à la charge de membre du comité exécutif.

Le bulletin est une liste imprimée par les soins du greffier et signée de ses initiales, sur lequel sont inscrits, par ordre alphabétique, les noms des conseillers.

Pour voter, chaque conseiller reçoit ce bulletin du greffier qui a rayé le nom du président. Le conseiller se retire à l'intérieur d'un isolement et y fait dans un carré imprimé à cette fin une croix en regard du nom de chaque conseiller pour lequel il vote.

Chaque bulletin doit être signé des initiales du greffier et être remis sous enveloppe cachetée. Ces enveloppes ne sont ouvertes qu'au dépouillement du scrutin alors que le vote donné pour chaque conseiller est rendu public; en cas d'égalité de voix entre les conseillers auxquels un vote de plus donnerait le droit d'être proclamés élus, le maire pourra demander un nouveau scrutin ou donner son vote prépondérant.

Tant que le conseil n'a pas élu les membres du comité exécutif, il ne peut ni suspendre ni ajourner sa séance.

**4.** The said act is amended for the city by adding after section 51 the following sections:

“**51a.** At the first sitting following a general election, the clerk presiding, the council shall elect one of its members to chair the sittings of the council.

If the vote for the election of the chairman is tied, the mayor shall have a casting vote.

Immediately after the election of the chairman of the council, the mayor may appoint the three councillors to the executive committee. If he does not exercise such right, they shall be appointed by a vote; each councillor must, under pain of nullity of his ballot, vote for three councillors as members of the executive committee.

The ballot, prepared and initialed by the clerk, shall be a printed, alphabetical list of the names of the councillors.

For the vote, the clerk shall give each councillor such ballot after striking out the name of the chairman. The councillor shall retire to a booth and mark a cross in the square printed for that purpose opposite the name of each councillor for whom he votes.

Each of the ballots must be initialed by the clerk and remitted to him in a sealed envelope. Such envelopes shall be opened only at the counting of the votes, where the vote for each councillor shall be made public; if a single additional vote would entitle a councillor in a tie-vote to be declared elected, the mayor may either request a new poll or give a casting vote.

The council shall not suspend or adjourn the sitting until the members of the executive committee are elected.

«**51b.** 1. Le maire est le président du comité exécutif; lors de la première assemblée du comité exécutif, il nomme l'un des membres président intérimaire; celui-ci doit exercer en son absence ou en cas de vacance dans cette charge tous les pouvoirs du président.

2. Le quorum du comité exécutif est de trois et le président a un vote prépondérant en cas d'égalité des voix.

3. Le comité siège à huis clos, sauf s'il estime que, dans l'intérêt de la ville, ses délibérations doivent avoir lieu publiquement. Le huis clos ne s'applique pas aux membres du conseil.

4. Le greffier de la ville et, en son absence, le greffier adjoint est le secrétaire du comité.

5. Toute vacance dans le comité est remplie par le maire dans les huit jours de cette vacance. Pendant cette vacance, les membres restants, s'ils forment quorum, peuvent agir.

6. La démission d'un membre du comité a effet à compter du jour où elle est remise au greffier.

7. Le comité exerce les fonctions exécutives du gouvernement de la ville, qui sont principalement les suivantes:

a) faire rapport au conseil de toute matière de la juridiction du conseil et que ce dernier lui a soumise, sauf prescription contraire;

b) faire rapport au conseil de ses décisions et suggestions, au moyen de rapports signés par son président.

8. Le comité prépare et soumet au conseil:

a) les règlements;

b) le budget annuel des revenus et des dépenses au plus tard le 1<sup>er</sup> décembre de chaque année, y compris les règlements imposant les taxes, licences, permis, droits annuels ou autres redevances municipales;

“**51b.** (1) The mayor shall be the chairman of the executive committee; the first meeting of the executive committee, he shall appoint one of the members as temporary chairman, who must when the mayor is absent or the office is vacant, exercise all the powers of the chairman.

(2) Three members shall be a quorum of the executive committee, and the chairman has a casting vote in case of a tie-vote.

(3) The committee shall sit *in camera* except if it considers that, in the interest of the city, its proceedings must be held in public. The members of the council shall not sit *in camera*.

(4) The city clerk or, in his absence, the deputy clerk, is the secretary of the committee.

(5) Any vacancy on the committee shall be filled by the mayor within eight days of such vacancy. During such vacancy, the remaining members, if quorum, may act.

(6) The resignation of a member of the committee is effective from the day it is remitted to the clerk.

(7) The committee shall exercise the executive functions of government of the city, which are mainly the following:

(a) report to the council on any matter of the jurisdiction of the council which has been submitted to it by the latter, unless otherwise prescribed;

(b) inform the council of its decisions and suggestions, by reports signed by its chairman.

(8) The committee shall prepare and submit to the council:

(a) the by-laws;

(b) the annual budget of revenues and expenditures, not later than 1 December each year, including the by-laws imposing taxes, licences, permits and other municipal dues;

c) toute demande pour l'affectation du produit des emprunts ou pour tout autre crédit requis;

d) toute demande pour virement de fonds d'une fonction à une autre ou d'un crédit déjà voté;

e) tout rapport recommandant l'octroi de franchises et privilèges;

f) tout rapport concernant l'aliénation de tout meuble ou immeuble appartenant à la ville et, en outre, la location de ses meubles ou immeubles, lorsque la durée du bail excède un an;

g) toute autre demande dont l'objet n'est pas déclaré être de la juridiction exclusive du comité;

h) tout plan de classification des fonctions et des traitements qui s'y rattachent.

9. Toute demande, règlement ou rapport soumis par le comité doit, sauf prescription contraire, être approuvé, rejeté, amendé ou retourné par le vote de la majorité des membres du conseil présents à la séance.

10. Après avoir tenu compte des prévisions de revenus de la ville et après avoir étudié les prévisions des dépenses soumises par les chefs de services ainsi que leurs rapports et suggestions tels que présentés par le gérant, le comité prépare et soumet le budget pour l'exercice financier suivant; il doit aussi préparer et soumettre les règlements et résolutions imposant les taxes, permis et licences pour payer les dépenses, compte tenu de tous les autres revenus de la ville.

11. Sauf prescription contraire, les crédits votés par le conseil, soit par voie du budget, soit à même le produit des emprunts, soit autrement, restent à la disposition du comité qui veille à leur emploi pour les fins auxquelles ils ont été votés, sans autre approbation du conseil.

(c) any demand for the allocation of the proceeds of loans or for any other appropriation required;

(d) any demand for the transfer of funds from one department to another or of appropriations already voted;

(e) any report recommending the granting of franchises and privileges;

(f) any report respecting the alienation of any moveable or immoveable belonging to the city and, in addition, the leasing of its moveable or immoveable property, where the term of the lease exceeds one year;

(g) any other demand the object of which is not declared to be of the exclusive jurisdiction of the committee;

(h) any position classification plan and the salaries relating thereto.

(9) Any demand, by-law or report submitted by the committee shall, unless otherwise prescribed, be approved, rejected, amended or returned by the vote of the majority of the members of the council present at the sitting.

(10) After having taken account of the estimates of revenues of the city and after having studied the estimates of expenditures submitted by the heads of departments and their reports and suggestions as presented by the manager, the committee shall prepare and submit the budget for the next fiscal year; it must also prepare and submit the by-laws and resolutions imposing taxes, permits and licences for payment of expenditures, taking into account all the other revenues of the city.

(11) Unless otherwise prescribed, the appropriations voted by the council by way of the budget, out of the proceeds of loans, or otherwise, shall remain at the disposal of the committee which shall see to their employment for the purposes for which they have been voted, without any other approval by the council.

12. Sauf prescription contraire, le comité fixe les salaires des employés de la ville, à l'exception de ceux qui relèvent exclusivement du conseil. L'augmentation du nombre des employés de la ville dans tout service doit aussi être autorisée par le comité exécutif, pourvu que celui-ci ait à sa disposition les crédits nécessaires.

13. Dans un cas de force majeure de nature à mettre en danger la vie ou la santé de la population ou à détériorer sérieusement les équipements municipaux, le comité, à la requête écrite du gérant, a le droit de faire toutes dépenses qu'il juge nécessaires; le comité doit alors faire un rapport motivé au conseil à la première assemblée qui suit.

14. Le comité peut consentir, sans l'autorisation du conseil et sans soumission, tout contrat dont le montant n'excède pas dix mille dollars. Toutefois, il peut, après avoir demandé et reçu des soumissions et sans l'autorisation du conseil, consentir seul tout contrat dont le montant n'excède pas celui mis à sa disposition pour cette fin.

15. Tous les contrats doivent être signés au nom de la ville par le président du comité et par le greffier. Le président du comité peut cependant autoriser, généralement ou spécialement, par écrit, un autre membre du comité à signer les contrats à sa place.

16. Le comité peut, sans le consentement du conseil, faire exécuter des travaux en régie dont le coût n'excède pas dix mille dollars; cependant, le conseil peut autoriser le comité à faire exécuter en régie des travaux déterminés de toute nature et dont le coût excède dix mille dollars.

17. Le comité doit veiller à ce que la loi, les règlements, les résolutions et les contrats de la ville soient fidèlement observés.

(12) Unless otherwise prescribed the committee shall fix the wages of the city employees except those attached exclusively to the council. Any increase in the number of city employees in any department must also be authorized by the executive committee, provided the committee has the necessary appropriations available.

(13) In the case of irresistible force of such a nature as to imperil the life or health of the population or to seriously damage municipal equipment, the committee, at the written request of the manager, may make any expenditure it deems necessary; the committee shall then make a report of its reasons for action to the council at the next meeting.

(14) The committee, without the authorization of the council and without tenders, may award any contract not amounting to over ten thousand dollars. However, after calling for and receiving tenders and without the authorization of the council, it may award alone any contract not amounting to more than the amount placed at its disposal for such purpose.

(15) All contracts must be signed in the name of the city by the chairman of the committee and by the clerk. The chairman of the committee may, however, in writing, generally or specially, authorize another member of the committee to sign the contracts in his place.

(16) The committee may, without the consent of the council, cause to be carried out by day labour work the cost of which does not exceed ten thousand dollars; however, the council may authorize the committee to cause to be carried out by day labour specified work of any nature the cost of which exceeds ten thousand dollars.

(17) The committee shall see that the law, and the by-laws, resolutions and contracts of the city are faithfully observed.

18. Le comité veille à la préparation des plans et devis et à la demande de soumissions.

19. Le comité autorise le paiement de toutes les sommes dues par la ville en observant les formalités, restrictions et conditions prescrites par la présente loi.

20. Toute communication entre le conseil et les services se fait par l'entremise du comité; dans ses rapports avec celui-ci le conseil doit toujours agir par résolution. Les membres du conseil ne doivent s'adresser qu'au gérant pour tout renseignement concernant les services.

21. Toute communication entre le comité et les services se fait par l'entremise du gérant; cependant, le comité a le droit, en tout temps, de faire venir devant lui tout chef de service pour obtenir les renseignements qu'il désire.

22. Le greffier, le trésorier et les chefs de services et leurs adjoints, sauf le gérant, sont nommés par le conseil sur rapport du comité. Ce rapport peut être amendé ou rejeté à la majorité de tous les membres du conseil. Sur rapport du comité exécutif, le conseil peut, par le vote de la majorité absolue de ses membres, suspendre ces officiers, diminuer leur traitement ou les destituer.

Ces officiers peuvent, dans les huit jours du délai de reconsidération de la décision, interjeter appel d'une telle décision à la Commission municipale du Québec, qui décide en dernier ressort après enquête.

Le conseil nomme aussi, sur rapport du comité, les autres officiers ou employés permanents.

Les employés temporaires sont nommés par le comité.

23. Les chefs de services, sauf prescription contraire de la présente loi, répondent de l'administration de leurs services respectifs en premier lieu au gérant et en dernier ressort au comi-

(18) The committee shall see to the preparation of plans and specifications and to the calling for tenders.

(19) The committee shall authorize the payment of all sums due by the city observing the formalities, restrictions and conditions prescribed by this act.

(20) Every communication between the council and the departments shall be through the committee; in its relations with the committee, the council shall always act by resolution. The members of the council shall address no one except the manager for information respecting the departments.

(21) Every communication between the committee and the department shall be through the manager; however the committee may, at any time, call before it any head of a department to obtain the information it desires.

(22) The clerk, the treasurer and the heads of departments and their assistants, except the manager, shall be appointed by the council on report of the committee. Such report may be altered or rejected by the majority of all the members of the council. On report of the executive committee, the council may by the vote of the absolute majority of its members, suspend such officers, reduce their salary or dismiss them.

Such officers may, within the eight days of the delay for reconsideration of the decision, appeal from such decision to the Québec Municipal Commission which shall decide finally after investigation.

The council shall also appoint, upon report of the committee, the other officers or permanent employees.

Temporary employees shall be appointed by the committee.

(23) The heads of departments, unless otherwise prescribed in this act shall answer for the administration of their respective departments, first to the manager and finally to the commit-

té. À la demande du comité, ils doivent lui faire parvenir des rapports écrits ainsi que leur avis écrit sur toute question touchant leurs services.

«**51c.** Aux assemblées du conseil, le président a voix prépondérante lorsque les votes sont également divisés.

«**51d.** Si le président est absent d'une séance du conseil, celui-ci choisit un de ses membres pour présider; le greffier préside jusqu'à ce qu'un président soit choisi.

«**51e.** Le comité exécutif ne peut pas dépenser au-delà du montant total du budget annuel adopté par le conseil, sauf s'il est modifié par ce dernier; mais il peut, en tout temps, modifier l'emploi des sommes allouées à l'intérieur de chaque fonction et établir une politique à cet effet.

«**51f.** Nulle résolution du comité exécutif autorisant la dépense de quelques sommes d'argent ne peut être adoptée, ou n'a d'effet, tant qu'un certificat du trésorier n'a pas été produit établissant qu'il y a des fonds disponibles et à la disposition de la ville pour l'activité et les fins pour lesquelles cette dépense est proposée, conformément aux dispositions de la présente loi.

Aucun contrat ni arrangement quelconque ne lie la ville à moins qu'il n'ait été approuvé par le comité exécutif et par le conseil ou par l'un ou l'autre, selon leur juridiction respective.

La ville n'est pas responsable du prix ou de la valeur de travaux faits, matériaux fournis, marchandises ou effets vendus de quelque sorte que ce soit, ni d'honoraires pour services professionnels, salaires, gages ou autre rémunération, sans l'autorisation spéciale du comité exécutif, ni à moins, dans chaque

tee. At the request of the committee, they must send it written reports and their opinion in writing on any question concerning their departments.

“**51c.** At the meetings of the council, the chairman shall have a casting vote when voting is evenly divided.

“**51d.** If the chairman is absent from a sitting of the council, it shall select one of its members to preside; the clerk shall preside until a chairman is selected.

“**51e.** The executive committee shall not spend more than the total amount of the annual budget adopted by council, unless it is altered by the latter; but it may at any time change the use of the sums apportioned within each department and establish a policy for that purpose.

“**51f.** No resolution of the executive committee to authorize the spending of any sum of money may be adopted or shall be effective as long as a certificate of the treasurer has not been given to state that there are unallotted funds at the disposal of the city for the activity and purposes for which the expenditure is intended, in conformity with this act.

No contract or agreement shall be binding on the city unless it has been approved by the executive committee and the council or by one or the other according to their respective jurisdictions.

The city shall not be bound to pay the price or value of work performed, material supplied, or merchandise or goods sold, or fees for professional services, salaries, wages or any other remuneration, without a special authorization of the executive committee and unless, in each case, a certificate of the treasurer

cas, qu'un certificat du trésorier ne soit produit, établissant qu'il y a des fonds disponibles et affectés aux fins spéciales pour lesquelles le paiement est demandé; et aucun droit d'action n'existe contre la ville, à moins que les formalités ci-dessus n'aient été strictement observées, bien que la ville puisse avoir bénéficié de tel contrat, arrangement, travaux faits, matériaux fournis et autres services rendus.

«**51g.** Les procès-verbaux des votes et délibérations du comité sont dressés et transcrits dans un livre tenu à cette fin par le secrétaire du comité, et, après avoir été approuvés à la séance suivante, sont signés par lui et par le président du comité, et ils sont accessibles à tous les contribuables qui désirent les examiner.

Le secrétaire du comité est tenu de donner lecture des procès-verbaux, à moins qu'une copie en ait été remise à chaque membre du comité au plus tard la veille de la séance à laquelle ils doivent être approuvés.

Le comité exécutif peut, par résolution, dispenser le secrétaire de lire le procès-verbal, pourvu qu'une copie en ait été remise à chaque membre présent, au moins six heures avant la séance où il est approuvé.»

**5.** Ladite loi est modifiée, pour la ville, par l'addition, après l'article 64a, des suivants:

«**64b.** En plus des sommes prévues à la présente loi, le président du comité exécutif reçoit une rémunération annuelle de huit mille dollars et les autres membres du comité exécutif reçoivent une rémunération annuelle de cinq mille dollars.

Le conseil détermine par résolution les modalités du paiement de ces som-

is given to certify that there are funds available and appropriated for the special purposes for which payment is demanded; and no legal recourse shall lie against the city, unless the above formalities have been strictly complied with, although the city might have benefited by such contract, agreement, work performed, material supplied or any other service rendered.

“**51g.** The minutes of the votes and proceedings of the committee shall be drawn up and transcribed in a book kept for that purpose by the secretary of the committee, and, after approval at the next meeting, shall be signed by the secretary and the chairman of the committee and placed at the disposal of all the ratepayers wishing to examine them.

The secretary of the committee must read the minutes aloud unless each member of the committee has received a copy not later than the day preceding the meeting at which they are to be approved.

The executive committee may, by resolution, dispense with the reading of the minutes by the secretary if each member present has received a copy at least six hours before the meeting at which they are approved.”

**5.** The said act is amended, for the city, by adding after section 64a the following sections:

“**64b.** In addition to the sums provided for in this act, the chairman of the executive committee shall receive an annual salary of eight thousand dollars and every other member of the executive committee shall receive an annual salary of five thousand dollars.

The council shall determine by resolution the terms and conditions of pay-

mes dont le tiers est versé à titre de dédommagement d'une partie des dépenses inhérentes à la charge de membre du comité exécutif.

«**64c.** Le président du conseil reçoit annuellement en plus des sommes prévues à la Loi des cités et villes, une rémunération de deux mille dollars.

Le conseil détermine par résolution les modalités du paiement de cette somme dont le tiers est versé à titre de dédommagement d'une partie des dépenses inhérentes à la charge de président du conseil.»

**6.** Ladite loi est modifiée, pour la ville, par l'addition, après l'article 96, du suivant:

«**96a.** Les chèques, documents bancaires et autres effets négociables sont signés par le maire ou par un des conseillers nommés par résolution du conseil et par le trésorier ou l'assistant-trésorier. La signature du maire et du trésorier peut être remplacée par un fac-similé imprimé, gravé ou autrement reproduit et toute telle signature imprimée, gravée ou autrement reproduite est censée à toutes fins être la signature du maire et du trésorier.»

**7.** L'article 426 de ladite loi est modifié, pour la ville, par l'addition, après le paragraphe 17°, du suivant:

«**17°a.** Pour décréter que la chaussée de certaines rues est réservée en tout ou en partie à l'usage exclusif de certains véhicules; un tel règlement doit être approuvé par le ministre des transports;».

**8.** L'article 429 de ladite loi est modifié, pour la ville, par l'addition, après le paragraphe 20°a, du suivant:

ment of such sums, one-third of which shall be paid as compensation for part of the expenses attaching to the office of member of the executive committee.

“**64c.** In addition to the sums provided for in the Cities and Towns Act, the chairman of the council shall receive an annual salary of two thousand dollars.

The council shall determine by resolution the terms and conditions of payment of such sum, one-third of which shall be paid as compensation for part of the expenses attaching to the office of chairman of the council.”

**6.** The said act is amended for the city by adding after section 96, the following section:

“**96a.** Cheques, bank documents and other negotiable instruments shall be signed by the mayor or by one or more councillors appointed by resolution of the council, and by the treasurer or the assistant-treasurer. The signature of the mayor and the treasurer may be replaced by a facsimile printed, engraved or otherwise reproduced and every such signature printed, engraved or otherwise reproduced is deemed for all purposes to be the signature of the mayor and the treasurer.”

**7.** Section 426 of the said act is amended for the city, by adding after paragraph 17, the following:

“(17a) To enact that the surface of certain streets is reserved in whole or in part for the exclusive use of certain vehicles; such by-law must be approved by the Minister of Transport;”.

**8.** Section 429 of the said act is amended for the city by adding after paragraph 20a the following:

«20<sup>b</sup>. Pour établir le genre de service que la ville juge approprié et ce, dans chaque cas, quant à l'enlèvement de la neige sur les voies publiques.

La répartition de ce service s'établit entre les propriétaires de toutes rues, groupes de rues ou parties de rues, et cette répartition peut se faire soit sur l'évaluation municipale des terrains ou bâtisses, selon la superficie totale d'un terrain ou cette superficie de terrain libre de bâtisse ou sur la distance en bordure des rues; une combinaison de ces procédés de taxation peut également s'appliquer.

Dans la répartition de ce service, la part qui serait afférente aux immeubles exempts de toute taxe foncière peut être mise à la charge de l'ensemble des biens fonds imposables de la ville sur la base de la valeur de ces derniers.

La ville peut établir à l'avance le taux de taxation applicable à ce service pour l'inclure avec le compte de taxes annuelles ou facturer le propriétaire concerné selon le coût réel de ce service en incluant les frais d'administration et financiers; cette créance de la ville est privilégiée aux mêmes titres et conditions que les taxes municipales;».

**9.** Ladite loi est modifiée, pour la ville, par l'addition, après l'article 642, du suivant:

«**642a.** Le conseil peut autoriser par résolution la destruction des dossiers terminés depuis plus de cinq ans relatif à des infractions aux lois du Québec, aux règlements municipaux et à toute autre législation en vigueur sur le territoire de la ville.»

**10.** Le conseil peut, à même les revenus prévus au budget, créer un fonds de réserve jusqu'à concurrence de cinq

“(20b) To establish the kind of service the city deems proper in each case as regards snow removal on public thoroughfares.

The cost of such service may be apportioned among the property-owners on any street, group of streets or part of a street and such apportionment may be made according to the municipal valuation of lots or buildings, the total area of the land, the area of land free of buildings or the length of the frontage; any combination of such taxation methods may also be applied.

In the apportionment of the cost of such service, the portion that would otherwise be charged against immovables that are exempt from all real estate taxes may be charged against all the taxable real estate of the city in proportion to its value.

The city may establish in advance the rate of the tax that may be applied to that service and include the tax in the annual tax account or bill the owner concerned at the real cost of the service, including management and financing costs; this claim of the city is a privileged claim to the same extent and on the same conditions as the municipal taxes;”.

**9.** The said act is amended for the city by adding after section 642 the following section:

“**642a.** The council may authorize the destruction of records closed for more than five years respecting infringements of laws of the province of Québec, of the municipal by-laws or of any other legislation in force in the territory of the city.”

**10.** The council may establish, out of the revenues provided for in the budget, a reserve fund of not more than \$500,000

cent mille dollars pour fins d'auto-assurance pour la municipalité, les montants annuels à être prélevés ne devant pas dépasser la somme de deux cent mille dollars.

**11.** Ladite loi est modifiée, pour la ville, par l'addition, après l'article 517, du suivant:

«**517a.** Nonobstant l'article 517, le conseil peut rembourser aux contribuables ayant acquitté à l'avance le montant des contributions imposées par les règlements des anciennes municipalités de la Cité de Charlesbourg, et de la Ville de Notre-Dame des Laurentides qui sont mentionnés à la colonne 1 de l'annexe 2, un montant en capital, tel qu'indiqué à la colonne 2 de ladite annexe 2, proportionnel au nombre d'années d'imposition qui restaient à courir au 31 décembre 1975, par rapport au nombre total d'années d'imposition prévu auxdits règlements d'emprunts, le tout tel qu'indiqué à la colonne 3 de ladite annexe 2.

Les deniers requis pour ces remboursements peuvent être appropriés à même le surplus accumulé au 1<sup>er</sup> janvier 1976 de ces deux anciennes municipalités, et ce, nonobstant le deuxième alinéa de l'article 23 de la Charte de la ville de Charlesbourg (1975, chapitre 91, article 2).»

**12.** Dans les trois mois qui suivent la date de l'entrée en vigueur de la présente loi, le conseil peut, au cours d'une assemblée générale ou spéciale, nommer ou élire les membres du comité exécutif selon les dispositions *mutatis mutandis* de l'article 51a de la Loi des cités et villes édicté, pour la ville, par l'article 4 de la présente loi.

**13.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

for the purposes of self-insurance for the municipality, the annual amounts to be taken therefrom not to exceed \$200,000.

**11.** The said act is amended for the city, by adding, after section 517, the following section:

“**517a.** Notwithstanding section 517, the council may reimburse to the ratepayers having paid in advance the amount of the contributions imposed by the by-laws of the former municipalities of the city of Charlesbourg and of the town of Notre-Dame des Laurentides mentioned in column 1 of Schedule 2, such capital amount as is indicated in column 2 of the said Schedule 2, proportional to the ratio between the number of taxation years remaining to run as on 31 December 1975 and the total number of taxation years provided for in the said loan by-laws, the whole as indicated in column 3 of the said Schedule 2.

The moneys required for such reimbursements may be appropriated out of the accumulated surpluses of such two former municipalities as on 1 January 1976, notwithstanding the second paragraph of section 23 of the charter of the city of Charlesbourg (1975, chapter 91, section 2).”

**12.** Within the three months following the date of the coming into force of this act, the council, at a general or special meeting, may appoint or elect the members of the executive committee in accordance, *mutatis mutandis*, with section 51a of the Cities and Towns Act enacted for the city by section 4 of this act.

**13.** This act shall come into force on the day of its sanction.

## ANNEXE 1

1. Une certaine étendue de terrain étant une partie du lot 1402, du cadastre de la paroisse de Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette;

Bornée vers le nord-est par le Lac Saint-Charles, vers le sud-est par les lots 1401-1, 1401-10, 1401-6 (rue), 1401 partie et 1402-3 vers le sud-ouest par le lot 1402-3 et par la Première avenue, vers le nord-ouest par le lot 1402-1 et par une partie du lot 1402.

Mesurant cent vingt-cinq pieds (125') de largeur et toute la profondeur qu'il y a de la Première avenue jusqu'au Lac Saint-Charles; à distraire le lot 1402-3 (75' par 150') au coin sud-ouest.

2. Une étendue de terre étant la propriété des Pères Capucins de Québec et connue sous le nom « Colonie de Vacances », étant le lot 932 et une partie des lots 931, 933, 934, 935, 936, 938 et 939 du cadastre de la paroisse de Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette et plus particulièrement décrite comme suit:

« Commençant dans la ligne séparant les concessions Notre-Dame du Lac et Saint-Barthélémy à l'intersection de la ligne séparant les lots 929 et 931; de là vers le sud-est en suivant la ligne séparant les concessions ci-haut nommées jusqu'à un point situé à quatre-vingt-cinq pieds (85') au sud-est de la ligne séparant les lots 938 et 939; vers le sud-ouest et parallèlement à la ligne séparant les lots 938 et 939 jusqu'à un point situé à cent cinquante pieds (150') au nord-est de la ligne séparant les lots 939 et 940; vers le nord-ouest et parallèlement à la ligne séparant les lots 939 et 940 une ligne d'une longueur de cent quatre-vingt-cinq pieds (185'); vers le sud-ouest une ligne d'une longueur de cent cinquante pieds (150') jusqu'à la ligne séparant les lots 938 et 936; vers le sud-est en suivant la ligne séparant

## SCHEDULE 1

1. A certain tract of land, being a part of lot 1402, of the cadastre of the parish of Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette;

Bounded on the northeast by Lake Saint-Charles, on the southeast by lots 1401-1, 1401-10, 1401-6 (street), 1401 part and 1402-3, on the southwest by lot 1402-3 and by Première avenue, on the northwest by lot 1402-1 and by a part of lot 1402.

Measuring one hundred and twenty-five feet (125') in width and the entire distance between Première avenue and Lake Saint-Charles in depth; lot 1402-3 (75' by 150') on the southwest corner not included.

2. A tract of land, being the property of the Pères Capucins de Québec and known as the "Colonie de Vacances", being lot 932 and a part of lots 931, 933, 934, 935, 936, 938 and 939 of the cadastre of the parish of Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, and more particularly described as follows:

"Starting on the line dividing the Notre-Dame du Lac concession from the Saint-Barthélémy concession at its intersection with the line dividing lot 929 from lot 931; thence, southeasterly, following the line dividing the above mentioned concessions, to a point situated eighty-five feet (85') southeast of the line dividing lot 938 from lot 939; southwesterly, and parallel to the line dividing lot 938 from lot 939, to a point situated one hundred and fifty feet (150') northeast of the line dividing lot 939 from lot 940; northwesterly, and parallel to the line dividing lot 939 from lot 940, a line one hundred and eighty-five feet (185') in length; southwesterly, a line one hundred and fifty feet in length to the line dividing lot 938 from lot 936; southeasterly, following the line dividing lot 938 from lot 936, to lot 937;

les lots 938 et 936 jusqu'au lot 937; vers le sud-ouest en suivant la ligne séparant les lots 936 et 937 sur une longueur d'environ cinq cents pieds (500') soit jusqu'au centre du Lac Fripon; vers le nord-ouest en suivant le centre du Lac Fripon sur une longueur d'environ cinq cents pieds (500'); vers le sud-ouest en suivant une ligne parallèle à la ligne séparant les lots 935 et 936 sur une longueur d'environ trois cent vingt-cinq pieds (325') soit jusqu'au côté est du chemin de la Pageau; vers le nord en suivant le côté est du chemin de la Pageau sur une longueur d'environ quatre cent cinquante pieds (450') soit jusqu'à la ligne centrale du lot 934; vers le nord-est en suivant la ligne centrale du lot 934 sur une longueur d'environ six cent soixante pieds (660') soit jusqu'à un ruisseau; une ligne brisée suivant vers le nord-ouest le susdit ruisseau jusqu'au lot 931; vers le nord-est en suivant la ligne séparant les lots 931 et 933 jusqu'au lot 932; vers le nord-ouest en traversant le lot 931 jusqu'au lot 929; enfin, vers le nord-est en suivant la ligne séparant les lots 929 et 931 sur une longueur d'environ sept cent quatre vingts pieds (780') jusqu'au point de départ."

southwesterly, following the line dividing lot 936 from lot 937 for a distance of about five hundred feet (500'), namely, to the centre of Lake Fripon; northwesterly, following the centre of Lake Fripon for a distance of about five hundred feet (500'); southwesterly, following a line parallel to the line dividing lot 935 from lot 936 for a distance of about three hundred and twenty-five feet (325'), namely, to de la Pageau road; northerly, following the east side of de la Pageau road for a distance of about four hundred and fifty feet (450'), namely, to the centre line of lot 934; northeasterly, following the centre line of lot 934 for a distance of about six hundred and sixty feet (660'), namely, to a brook; a broken line following the said brook northwesterly as far as lot 931; northeasterly, following the line dividing lot 931 from lot 933 as far as lot 932; northwesterly, crossing lot 931, to lot 929; finally, northeasterly, following the line dividing lot 929 from lot 931 for a distance of about seven hundred and eighty feet (780') to the starting point."

ANNEXE 2  
SCHEDULE 2

1	2	3
Règlement n° <i>By-law No.</i>	Total des contributions pouvant être remboursées <i>Total of contributions reimbursable</i>	Partie remboursable des contributions <i>Reimbursable part of contributions</i>
Ville de Notre-Dame des Laurentides <i>Town of Notre-Dame des Laurentides</i>		
294	\$ 1,976.28	6/10
Cité de Charlesbourg <i>City of Charlesbourg</i>		
117	\$ 613.67	5/20
118	1,123.69	5/20
125	148.30	5/20
129	802.28	6/20
144A	78.16	4/20
145A	177.48	6/20
146A	76.96	4/20
147A	716.13	5/20
148A	111.14	4/20
149A	24.50	5/20
150A	160.98	6/20
171	6,112.17	5/20
180	1,740.55	5/20
183	6,896.11	5/20
185	3,472.13	5/20
188	2,377.05	5/20
202A	8,676.97	6/20
245	3,562.13	6/20
253	1,038.97	6/20
293	5,892.42	7/20
330	7,411.83	8/20
335	392.00	8/20
337	4,731.37	8/20
367	3,150.08	9/20
385	2,653.40	10/20
419	413.40	10/20

1	2	3
Règlement n° <i>By-law No.</i>	Total des contributions pouvant être remboursées <i>Total of contributions reimbursable</i>	Partie remboursable des contributions <i>Reimbursable part of contributions</i>
Cité de Charlesbourg <i>City of Charlesbourg</i>		
420	9,330.13	10/20
425	264.60	10/20
464	9,939.77	11/20
482	114.18	11/20
512	996.12	12/20
522	5,651.04	12/20
574	17,119.75	13/20
618	12,775.70	14/20
680	5,452.96	15/20
686	75.45	15/20
739	8,673.50	16/20